

FORUM INTERNATIONAL DE LA DIASPORA BURUNDAISE

Bruxelles, les 10-11-12 avril 2009

COMMUNIQUE DE PRESSE

Sur invitation de l'Equipe d'initiative, le Forum International des Burundais de la diaspora a eu lieu comme prévu en Belgique du 10 au 12 avril 2009.

Plusieurs pays ont dépêché des délégations et beaucoup de membres de la diaspora burundaise ont contribué aux débats à travers leurs réflexions envoyées au secrétariat du forum par messagerie électronique.

Les participants au premier forum international des burundais de la diaspora ont passé en revue la situation actuelle du Burundi. Ils ont également analysé la situation de la diaspora burundaise dont la problématique du retour forcé des Burundais demandeurs d'asile dans les pays occidentaux. Ils ont enfin mis en place une structure internationale chargée de promouvoir et de coordonner les initiatives de la diaspora burundaise relatives à son intégration dans les pays qui l'ont accueillie et au développement du Burundi.

Sur le plan politique, les participants déplorent les pratiques dictatoriales et anti-démocratiques dont se rend coupable le pouvoir Cnnd-Fdd. Il s'agit notamment des emprisonnements arbitraires d'acteurs de la société civile et d'opposants politiques ainsi que le refus délibéré aux autres formations politiques d'organiser librement les activités d'encadrement politique des militants et des populations. Les participants à ce forum ont exprimé leur profonde déception au regard de la gestion catastrophique du pays qui n'est que le résultat de l'impunité et de l'apologie du crime qui ont été érigés en mode de conquête et de gestion du pouvoir.

Sur le plan du respect de la vie et des droits de la personne humaine, les participants condamnent les multiples assassinats, y compris ceux simulés en accidents de

roulage ou de banditisme. Tous ces crimes ne sont jamais suivis d'enquêtes concluantes malgré des déclarations du bout des lèvres chaque fois lancées par les agents du pouvoir pour endormir l'opinion nationale et satisfaire de façon biaisée l'opinion internationale.

Les participants au forum international de la diaspora burundaise prient la communauté internationale de s'impliquer dans des enquêtes qui pourraient mettre en lumière tous ces nombreux crimes et contribuer à l'éradication de l'impunité au Burundi. Ils rappellent que le plus récent de ces crimes a été odieusement consommé ce 09 avril 2009. Il s'agit du meurtre d'Ernest MANIRUMVA, vice-président de l'Observatoire de lutte contre la Corruption et les malversations Economique (OLUCOME) au Burundi.

Sur le plan économique, les participants dénoncent une mauvaise gouvernance caractérisée par une gestion économique et financière désastreuse, une corruption institutionnalisée, une dilapidation systématique des biens de l'Etat par les hautes autorités du pays, des expropriations illégales de familles entières de leurs propriétés foncières.

Les participants s'insurgent contre l'engagement du pouvoir CNDD-FDD dans une politique délibérée de procéder au rapatriement forcé des Burundais demandeurs d'asile en Occident et ce, en violation flagrante des traités et conventions internationaux qui régissent le statut des réfugiés et des demandeurs d'asile et auxquels le Burundi a pourtant souscrit.

Les participants au forum international de la diaspora burundaise ont décidé de créer une structure internationale chargée de mieux défendre les intérêts légitimes des membres de la diaspora et de mieux canaliser toutes les actions de reconstruction et de développement intégral du Burundi.

Les participants ont également déploré le comportement du pouvoir actuellement en place à Bujumbura qui demeure contraire à la politique de l'Union Africaine et autres organisations internationales qui reconnaissent le rôle de la diaspora dans la

reconstruction et le développement des pays en développement jusqu'à lui consacrer le statut particulier de « sixième région d'Afrique ».

A l'opposé de cette politique, le gouvernement du Burundi cherche à rapatrier de force les ressortissants de ce pays. Au regard des difficultés auxquelles sont ainsi confrontés beaucoup de Burundais en Suède, en Hollande, en Norvège et bientôt en Grande Bretagne, il a été décidé d'initier en urgence certaines actions afin d'éclairer les Gouvernements de ces pays d'accueil sur la situation politique et sécuritaire au Burundi et les risques graves auxquels les Burundais ciblés pour le rapatriement forcé sont exposés.

Les participants ont clôturé les travaux du forum international de la diaspora burundaise en félicitant les organisateurs, en saluant les résultats obtenus ainsi que le climat de convivialité, de sérénité et de fraternité qui ont caractérisé les débats.

Fait à Bruxelles le 12 avril 2009

Pour le comité d'initiative,

Pacelli NDIKUMANA

Signé